

COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE

Séance du 26 mars 2020

Situation particulière oblige, cette réunion s'est déroulée en audio et a essentiellement tourné autour du PCA lié à la pandémie Covid-19. Quelques points complémentaires évoqués ci-dessous sont venus compléter la journée.

MODE DE DESIGNATION DES REPRESENTANTS DES SALARIES AU COS

C'est un changement de loi qui est à l'origine du point. Notre entreprise peut désormais détenir 3 représentants de salariés au COS au lieu des 2 actuels. Pour leur désignation, plusieurs voies existent. Celle toute naturelle du vote des salariés nous semble la plus juste. C'était sans compter sur notre Directoire qui flairant la belle économie (organiser un vote coute cher...) préfère que le CSE actuel désigne vos représentants à votre place. Une forme de scrutin indirect en quelque sorte...

Rejetée par l'ensemble des élus au CSE, cette décision n'a pas ébranlé nos dirigeants qui restent sur leur position. La suite au prochain CSE...

EXAMEN DES DOCUMENTS PRESENTES A L'AG DE LA CEAPC DU 17 AVRIL 2020

Là encore, cette Assemblée Générale comme toutes les réunions de personnes se déroulera certainement en mode audio ou visio. Replacée dans le contexte actuel, la préparation à cette assemblée, on ne peut plus formelle, n'aurait pas seule méritée que l'on s'y attarde.

Elle nous a toutefois permis d'aborder des questions d'ordre financier en lien direct avec l'actualité.

Nous avons en 1^{er} lieu demandé quelles réserves pourraient être mobilisées pour faire face à une prévisible baisse de nos résultats en 2020. A ce stade, il semble trop tôt pour traiter cette problématique, tant les projections sont difficiles à réaliser. L'arrêt des résultats au 31 mars ne nous éclairera guère sur les conséquences finales.

Tout juste sait-on qu'il n'y aura pas de souci pour affecter la partie prévue de nos résultats 2019 au paiement des intérêts de PSO. Les demandes de rachat à ce produit ne seraient d'ailleurs, du moins pour le moment, pas plus importantes que l'an passé.

L'utilisation des réserves pourraient être envisagées en cas de résultat nul. Il n'y a pour l'heure pas matière à crier au loup même si chacun devine qu'il sera impossible de reproduire les bonnes performances de l'an passé.

MESURES MISES EN ŒUVRE DANS LE CADRE DU PCA COVID 19

Pour l'heure, le **bilan sanitaire** en CEAPC n'est en rien comparable à ce qu'affrontent d'autres régions de France. 2 cas confirmés de Covid-19 ont été détectés à Atlantica, 21 agences sont fermées pour des cas avérés ou des suspicions et les sites de Poitiers et Dax sont pour l'heure épargnés. Dans tous ces exemples, les nouvelles de santé des personnes touchées, sont plutôt rassurantes.

Côté **absentéisme**, entre garde d'enfants, affection de longue durée et mise en quatorzaine, ce sont près de 400 salariés qui sont touchés.

Du côté des **mesures de protection**, les nouvelles sont hélas moins réjouissantes. Si les gants sont (enfin) arrivés et les lingettes en cours d'acheminement pour moitié, les gels hydroalcooliques brillent par leur absence. Idem pour les parois plexiglass qui n'arriveront pas, là aussi en nombre réduit, avant la fin de semaine. Subsisteront donc pendant de longues journées, des points de vente qui ne seront que peu ou pas protégés avant le rush des prestations sociales de début avril.

Pour ce qui concerne le **télétravail**, 75 portables supplémentaires équipés de clés « Safe net » devraient être déployés et 50 personnes devraient pouvoir travailler à distance avec leur PC personnel.

Concernant **l'organisation du travail**, la bonne nouvelle porte bien évidemment sur la mise en place de rotations de personnel à la BDD, sur les fonctions support, à la DSB BDR et au recouvrement contentieux ainsi que l'ouverture réduite des petites agences du réseau. Un temps refusée, notre demande a été entendue et nous nous en réjouissons.

Sur la partie **service à la clientèle**, les reports d'échéance mobilisent énormément d'énergie. 3000 demandes ont été formulées pour les crédits immobiliers à la BDD et 8417 contrats ont été traités automatiquement à la BDR.

A tout cela vient s'ajouter les **Prêts Garantis par l'Etat (PGE)** sur lesquels les banques sont attendues pour soutenir la trésorerie des entreprises. Tous les personnels encore actifs en production de crédit ainsi qu'une task force d'une vingtaine de personnes sont extrêmement mobilisés sur le sujet mais cela ne sera visiblement pas suffisant. Les demandes y sont extrêmement nombreuses (de l'ordre de plusieurs centaines/jour). Sans ressources supplémentaires, la réponse à certaines demandes prendra plusieurs semaines et les personnels mobilisés s'épuiseront à cette tâche insurmontable.

Ce point de situation, s'il reflète une situation compliquée qui n'est bien évidemment pas parfaite, relève toutefois une prise de conscience quasi générale et une mobilisation sans pareille de l'ensemble des composantes de l'entreprise face à ce défi de taille.

Restent toutefois **quelques différences** entre nous et nos dirigeants. Ces divergences seront d'autant plus difficiles à aplanir tant que nous sentirons nos Présidents de Directoire et de COS aussi éloignés des problématiques quotidiennes rencontrées par tous.

Cela nous conduit entre autres choses à demander de nouveau la **fermeture temporaire des vitrines**. L'exiguïté de certaines d'entre elles et le travail isolé de ceux qui les ouvrent, nous semblent en complètes contradictions avec les plus élémentaires gestes de protection que l'entreprise doit à ses salariés.

Nous avons également regretté que les représentants du personnel n'aient pas été associés au sein d'une véritable cellule d'échange. Cela nous aurait permis entre autres choses de relayer les informations essentielles et de témoigner des différentes situations rencontrées sur notre territoire...

Ainsi, l'initiative personnelle et insensée des quelques francs-tireurs, chaudement confinés en télétravail à la maison, qui ont imaginé des « actions d'opportunité commerciale » et leurs tableaux de suivi en lien avec la crise du coronavirus auraient pu être stoppées plus tôt.

On ne sait si ces tristes personnes imaginaient que l'on vende quelques contrats Assur 'Famille ou Assur 'Obsèques de plus mais l'occasion nous a été donnée, d'exiger en séance l'arrêt immédiat de ces pratiques et de redire ici, tout le mépris que de telles actions nous inspirent.

Vos élus **Syndicat Unifié-Unsa** au Comité Social et Economique,

Brahim BENNIS, Joelle BIROT, Fabienne CAUQUIL, Philippe CAZEAU, Patrick COLIN, Sébastien COMMIN, Henri DECKE, Stéphane DE-ROSSI, Stéphane DUMAS, Sylvie FOIX, Cécile GARDEN, Nathalie HURTAUD, Christine JOLIEY, Sylvie LAFITTE, Patrick PAJEAU, Frédéric PARROT, Valérie PHAP, Geneviève ROY, Philippe SALESSE, Christelle SOULIER, Nadège TURRO, Christophe VIAUD.